

Tout le monde a salué à quel point le mouvement rennais a provoqué des prises de conscience et relancé une dynamique d'échange qui n'existait plus dans les UFR. Même si les situations dans ces 18 STAPS sont diverses, l'isolement, l'attentisme voire l'apathie parfois à la fois chez les étudiant.es et personnels restent le premier obstacle à lever pour amplifier la pression : il y a bien le même problème commun criant, y compris chez ceux qui s'en sortent ou s'adaptent, d'un manque de postes (profs EPS/EC/Biats), de salles de cours et d'installations sportives. **La situation globale est critique !**

Par ailleurs, il y a pour certains STAPS des questionnements sur la prégnance déstabilisante de la dimension santé/UFR médecine et STAPS sous tutelle d'autres UFR en lien avec la réforme des études de santé. Les PASS santé et les LAS jouent notamment sur les flux et stratégies d'étudiant.es, et les choix de recherches dans les laboratoires. Le reformatage problématique des maquettes sous la forme de « Blocs de compétences » a également été évoqué et nécessiterait débat.

Mais malgré le constat que la mobilisation pour un plan d'urgence et un plan de rattrapage est loin de l'ampleur nécessaire et majoritaire chez les personnels et étudiants, les STAPS sont la seule discipline (au sens institutionnel) qui fait valoir sa capacité d'identification et de mobilisation collective. Il a été acté que la lutte menée doit s'inscrire, pour éviter « *l'écueil ou dérive corporatiste* », dans le fait que les STAPS incarnent, plus généralement, l'abandon politique des universités et que les moyens glanés donneront, inévitablement, de l'air aux autres UFR/départements dans les universités. **Les STAPS sont le miroir grossissant du sous-investissement public de l'université Française.** D'autres filières sont aussi en très grosses difficultés (Informatique, Psycho, droit...).

A partir de ces constats, **6 axes d'actions non exhaustifs ont été proposés**, à compléter et à améliorer dans leur opérationnalisation. Ces axes ont rencontré le consensus des participants mais ne clôt pas le débat sur les modalités et la poursuite dans le temps jusqu'aux élections présidentielles/ législative et après. Notre stratégie syndicale s'inscrit dans le temps court, moyen et long avec **le fil rouge de recréer, de toute façon, du lien collectif.**

Le SNEP-FSU et le SNESUP-FSU souhaitent l'ouverture de débats collégiaux et d'expressions dans chaque STAPS avec tous les acteurs locaux et nationaux. **Nous nous proposons d'animer une coordination nationale « stapsienne »** ouverte à tous.tes au service de formations et de recherches de qualité en lien avec des conditions d'étude et de travail permettant la réussite de tous les étudiant.es.

Un front rendant visible le mouvement « STAPS oubliés - Urgence en STAPS etc... » s'est mis en place. Il a permis de faire entrer la question des STAPS dans le débat public et il est relayé par les médias nationaux et régionaux. **Tout l'enjeu est d'élargir, d'amplifier la dynamique de pression et d'action.** Celle-ci doit se poursuivre et s'organiser à partir du constat que les réponses données pour l'heure par le gouvernement sont largement insuffisantes, **et sur la certitude que nous ne lâcherons pas.**